

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

Héros et Martyrs de la Commune de Paris



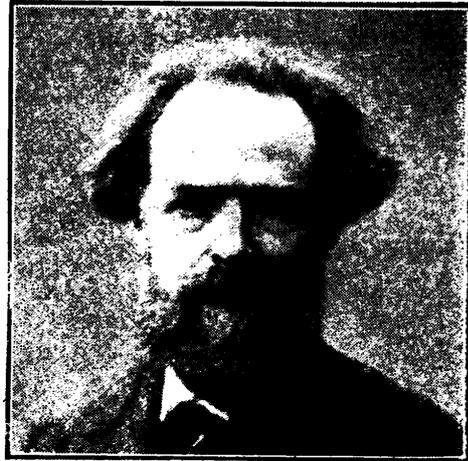
EUGÈNE VARLIN

5 Octobre 1839 - 28 Mai 1871

LA COMMUNE DE PARIS



LOUISE MICHEL (1833-1905)
Institutrice aux Batignolles. Condamnée à la déportation dans une enceinte fortifiée par le III^e Conseil de guerre.



ELISÉE RECLUS (1831-1905)
Géographe illustre. Fait prisonnier le 4 avril 1871 sur le plateau de Châtillon. Condamné à la déportation. (Peine commuée en celle du bannissement)



LISSAGARAY (1839-1901)
Auteur de l'histoire de la Commune (1878, refondue en 1896, la meilleure, la plus vibrante qui ait été écrite)



J.-B. MILLIÈRE (1817-1871)
Membre de la Commune. Fusillé à Paris sur les marches du Panthéon, le 26 mai 1871



JULES VALLÈS (1833-1885)
Membre de la Commune (5^e arrondissement). Rédacteur au Cri du Peuple. Auteur de la trilogie de Jacques Vingtras



CHARLES DELESCLUZE (1809-1871)
Membre de la Commune (11^e arrondissement). Délégué à la Guerre. Tué le 25 mai sur la barricade du boulevard Voltaire

CINQUANTE ET UN AN APRÈS

DLUS la Commune s'éloigne de nous dans le recul des temps, et mieux nous en comprenons les lignes directrices et le sens profond. Elle ressemble à ces montagnes qui grandissent dans le ciel et dont la majesté s'accroît, tandis qu'on s'écarte de leurs bases. Les événements écoulés — ceux de l'histoire russe la plus récente entre autres, — nous apprennent à en mieux saisir la portée et à exprimer sur elle un jugement plus lucide.

Elle a été, jusqu'à la révolution russe, l'événement le plus saillant de l'histoire prolétarienne. Pendant longtemps les travailleurs de France ont été l'avant-garde de la classe ouvrière mondiale. Ni dans les annales anglaises, ni dans les annales allemandes, il n'y avait de péripéties aussi saisissantes que nos journées lyonnaises de la monarchie de juillet, que nos journées parisiennes de juin 1848. Celles-ci annonçaient déjà en quelque sorte la Commune, qui en a été l'amplification. C'est le même peuple, et ce sont souvent les mêmes hommes qui ont lutté contre Cavagnac, et 23 ans plus tard, contre Thiers.

La Commune, durant sa brève existence, et aussi après qu'elle eut succombé, a suscité les haines qui s'attachent aujourd'hui à la révolution russe. La bourgeoisie est implacable pour ceux qui touchent à ses prérogatives. Gracchus Babeuf avait été mis à mort pour avoir sapé le droit de propriété et réclamé la loi agraire, comme disaient des juges qui n'y comprenaient rien. Trois quarts de siècle après lui, des milliers d'hommes jonchaient le pavé de Paris ou gisaient auprès des poteaux d'exécution pour avoir aspiré à une république qui ne fût pas celle de Versailles. Les calomnies et les menaces qui pleuvent sur Lénine et Trotsky, les fédérés de 71 les ont connues ; mais la bourgeoisie impuissante s'est brisée au mur d'acier de la Russie soviétique, tandis que nos républicains « tricolores » comme les qualifiait Marx, ont assouvi leurs basses vengeances et celles de la monarchie légitimiste, orléaniste, et bonapartiste, sur les « combattants aux bras nus », selon la formule de Delescluze.

La révolution russe a été l'œuvre d'une classe unique : les ouvriers des villes et des champs, — les travailleurs ruraux étant infiniment plus nombreux que les autres ; elle est sortie d'une aspiration unique. La Commune parisienne, confuse dans ses origines, est restée confuse dans ses pensées et dans ses actes.

Lorsqu'on envisage les éléments, qui y ont participé, qui y ont joué un rôle plus ou moins marqué, c'est toute une énumération qu'il faut tracer : les ouvriers internationalistes qui se

recrutaient surtout dans la petite industrie, (Paris n'étant pas alors un centre d'usines), les blanquistes fidèles à la tradition du coup de force politique, les proudhoniens qui admettaient en théorie la lutte des classes, mais s'enlisaient dans un vain coopératisme, les petits bourgeois qui s'élevaient avec fureur contre la loi des loyers et la loi des échéances, les républicains qui s'insurgeaient contre l'assemblée réactionnaire de Bordeaux, les autonomistes qui ne voulaient ni du centralisme napoléonien ni de la décapitalisation de Paris, annoncée comme au temps de la Gironde, — des patriotes meurtris par la défaite militaire et qui comptaient sur une transformation violente, quelle qu'elle fût, pour l'effacer. Tous les historiens de l'époque insistent, et avec raison, sur l'hétérogénéité de ces doctrines, de ces tendances, de ces sentiments. Elle a expliqué à la fois le succès initial et le désastre de la fin. Un assemblage aussi complexe pouvait renverser un gouvernement, mais non fonder un régime, et surtout un régime social. La révolution russe — je parle de la révolution bolcheviste — a vaincu, parce qu'elle avait réalisé l'unité des desseins et l'homogénéité dans la direction.

Mais cette révolution bolcheviste a été préparée et mûrie avant d'être accomplie. La Commune a été un acte spontané. Certes, le souffle révolutionnaire était dans l'air : le 31 octobre l'avait montré, mais le 18 mars au matin, personne ne se doutait qu'une grande phase historique s'ouvrirait.

On s'est demandé si Thiers, qui fut le premier artisan de cette journée, n'avait pas de propos délibéré provoqué l'insurrection, pour la dompter, se débarrasser de la garde nationale, désarmer la population parisienne une fois pour toutes, et la priver des chefs socialistes qui possédaient la confiance. Tout est possible. Les gouvernements sont coutumiers de ces actes, mais l'aventure tourna contre Thiers. Il n'avait pas affaire à des masses passives et inaptées à la lutte ; l'atmosphère était embrasée, les faubourgs pleins de haine pour le petit dictateur et ses états-majors, et ni les fusils, ni les canons, ni les munitions ne leur faisaient défaut. L'armée rouge était toute prête ; elle mit en fuite d'un revers de main l'armée blanche et tout le gouvernement.

Comment cette victoire si facile et si rapide des premiers jours aboutit-elle à la catastrophe de la semaine sanglante ? Trotsky a établi un parallèle instructif et nécessaire entre la Commune et la révolution bolcheviste. J'ai déjà montré certaines différences : il en est d'autres.

Le Comité Central de la Garde Nationale,

qui n'avait joué qu'un rôle médiocre le 18 mars, fut étonné de la rapidité du succès. Il aurait pu prescrire la marche sur Versailles, terrasser l'ennemi avant qu'il ne se fût reconstitué, soulever la province, au moins les grands centres. Il demeura dans l'expectative. Thiers utilisa les heures et les minutes.

L'armée rouge était là ou mieux les éléments d'une armée rouge. Elle ne reçut ni l'organisation ni la discipline indispensables ; les conflits d'attribution se multiplièrent ; les chefs guerroyaient isolément. Un quart à peine des effectifs entraient en ligne ; les changements étaient incessants. Ainsi la valeur militaire de ces contingents demeurait médiocre, quels que fussent les dévouements ou les héroïsmes individuels. Elle alla en s'affaiblissant tandis que celle des divisions bolchevistes a été toujours en se fortifiant.

En règle générale l'action de la Commune, dans quelque domaine qu'on la considère, a été indécise et vacillante ; mais c'était la nature même d'un mouvement, où s'associaient tant d'éléments sociaux différents et tant de doctrines divergentes, — qui pesait sur tous les gestes. De même qu'on avait tardé à marcher sur Versailles, on avait respecté avec une sorte de piété le réduit central du capitalisme, la Banque de France. Nul ne songea à en socialiser la colossale puissance économique.

La révolution russe eut pour elle les ruraux — en même temps que les ouvriers de la grande industrie, — et comme Trotsky le proclamait, Pétrograd était une ville de très grande industrie. Ici la révolution libérait des dizaines de millions de paysans pauvres. En France les cultivateurs, — dans leur hostilité pour Paris, les socialistes, les ouvriers, — hostilité soigneusement attisée par la réaction à force de calomnies, se levèrent contre la Commune, comme jadis contre les hommes de Juin. Ce furent eux qui peuplèrent les armées de Thiers, avec la complaisance de Bis-

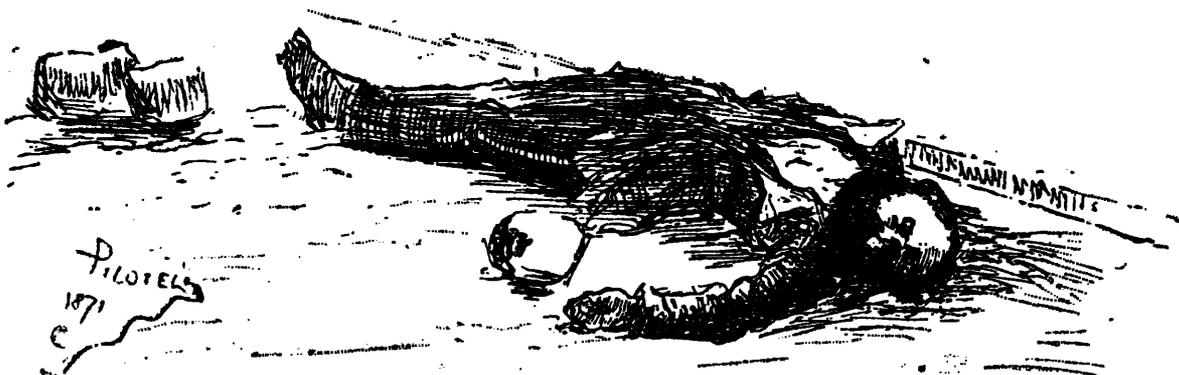
marck. La défaite de la Commune fut l'œuvre du grand bourgeois français et du hobereau prussien associés. Aujourd'hui, par réciprocité, les généraux français surveillent le communisme allemand.

Nous devons étudier les fautes de la Commune afin de les éviter, mais aussi comprendre les hautes vertus de ses combattants pour les imiter. Quelque complexes que fussent ses origines, elle a formulé en termes saisissants la lutte des classes et l'antagonisme du capital et du travail. Les quelques mesures, qu'elle eut le temps d'édicter, l'élèvent infiniment au-dessus d'une simple révolution politique. Le rôle qu'elle assigna au Hongrois Fränkel, au Polonais Dombrowski proclame son internationalisme qu'elle illustra encore par le renversement de la Colonne.

Plus on la regarde, et plus on se pose cette question : La Commune pouvait-elle, dans le cadre économique de la France d'alors, conjurer toutes les erreurs et triompher ? Cette question, je ne me charge pas de la résoudre. Mais même vaincue, elle apparaît formidable dans le passé. Les représailles, que notre bourgeoisie a exercées contre elle, dignes de Marius et de Sylla, ont mesuré toute la terreur que la glorieuse insurrection parisienne avait inspirée. « Je serai sans pitié » aurait dit Thiers. Mais si impitoyable qu'il fut, il n'avait pas réussi à déraciner la révolution prolétarienne.

51 ans après le 18 mars, nos sections communistes célèbrent fièrement, à la face de la bourgeoisie mondiale déclinante, l'inoubliable journée, et en même temps l'autre Commune, forte de 130 millions d'hommes, maîtresse de millions de kilomètres carrés, qui va de la Pologne au Pacifique et d'Arkangel à Odessa ; et celle-ci avec nous, commémore notre Commune, qui éclaire l'histoire universelle du prolétariat.

Paul LOUIS.



RAOUL RIGAULT

(Vu par l'auteur le 24 mai à 5 heures du Soir)
RUE GAY-LUSSAC

LE CADAVRE DE RAOUL RIGAULT, Rue Gay-Lussac

D'après une eau-forte de GEORGES PILOTELI

Eugène Varlin, militant complet

« Ce mort-là est tout aux ouvriers », — ainsi parle Lissagaray au terme de son récit de l'assassinat de Varlin.

Oui, tout aux ouvriers ; tout à la classe ouvrière, à celle d'hier, d'aujourd'hui, de demain, à celle de France et de tous les pays, — car, à travers le temps comme à travers l'espace, la classe ouvrière héroïque et souffrante ne forme qu'un corps et qu'une âme. Et je voudrais que cette belle figure fine et grave d'Eugène Varlin, l'ouvrier relieur, restât fixée dans la mémoire du prolétariat militant : tout dans sa vie est exemplaire, et il est mort comme il avait su vivre, poussant le don de soi jusqu'au suprême sacrifice.

De tous les martyrs de la Commune, des trente-cinq mille héros tombés glorieusement dans la bataille des rues, aucun n'est plus vivant, après un demi-siècle. Sa face austère, méditative et douce domine la terrible épopée. Sous les cheveux épais rejetés en arrière, le front est d'un poète ou d'un penseur ; les yeux, sous l'arcade accusée, sont d'un voyant : ils semblent, ces yeux prophétiques, par delà les horreurs de l'atroce mêlée, plonger dans l'avenir immense un regard de confiance et de sérénité.

Eugène Varlin naquit à Claye-Souilly, entre Meaux et Gonesse, le 5 octobre 1839. Fils d'ouvriers et de paysans, il apprend à lire à l'école de son village. A 13 ans, il arrive à Paris pour s'y former dans l'art délicat du relieur. Lucien Descaves, qui prépare de lui une biographie complète, a pu dresser la liste des ateliers où successivement il travaille. C'est un bon travailleur, appliqué à la besogne et recherché des patrons. Le soir, dans cette période de sa vie, il est tout à l'étude : il a à se faire, lui-même, son instruction et suit avec assiduité les cours de l'Association philotechnique.

Il n'abandonnera jamais tout à fait l'étude, mais tout jeune encore l'action le prendra et ne le lâchera plus. C'est sur le terrain syndical, à la Société des relieurs de Paris qu'il fit comme militant ses premières armes. Mais jamais il ne s'enferma dans les limites étroites du corporatisme tel qu'on le comprenait alors. Les salaires, les grèves, la durée du travail, le chômage, la coopération, le crédit mutuel : questions essentielles certes ; toute la question, non pas. Si « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », cela ne veut pas dire, tant s'en faut, qu'elle s'effectuera sans que les travailleurs aient à sortir des ateliers. Aussi Varlin fut-il un des premiers à adhérer à l'Internationale, dont le dessein était de constituer une force politique (et non pas seulement syndicale) capable d'arracher les « prolétaires de tous les pays » à cet assujettissement économique que les statuts de

la nouvelle Association dénonçaient comme « la source de toute servitude ». Il fait si bien que, dès 1865, il est (avec Tolain, Limousin et Fribourg) délégué à Londres où l'Internationale qui n'a qu'une année d'existence tient une première assemblée. Il y connaît Karl Marx, dont il fait, entre deux séances, danser les filles : les relations en restèrent là.

A ce moment, l'ouvrier relieur cède le pas à l'homme public, au révolutionnaire militant. Car Varlin tout de suite se place à l'extrême avant-garde. Sa vie ne fait plus qu'une avec celle de sa classe. Partout où s'engage la bataille, économique ou politique, Varlin est là, au premier rang, encourageant les autres, donnant l'exemple de l'audace réfléchie et de la résolution inflexible. Avec ce solide bon sens qu'il tient de son ascendance paysanne, il réalise en vérité le type harmonieux du *militant complet*. Socialiste, coopérateur, syndicaliste, il n'a qu'une pensée, toujours la même, l'organisation des travailleurs.

En même temps qu'il prend part aux luttes corporatives, dont le mot d'ordre émane de cette Chambre fédérale des sociétés ouvrières, qui est un peu la sœur cadette de l'Internationale parisienne, traquée par les argousins de l'Empire, Varlin fonde la *Ménagère* et la *Marmite*, deux sociétés de consommation dont la seconde — vrai restaurant coopératif, comportant plusieurs succursales, — connut la popularité. Et c'est le même homme qui proclame « la nécessité de l'avènement politique des travailleurs » et qui soutient à Belleville la candidature socialiste de Rochefort, en attendant d'entrer bientôt pour son propre compte « dans la lice électorale, afin de bien affirmer (c'est lui qui parle) la scission du peuple avec la bourgeoisie ».

Varlin ne devint pas député. Par contre, quelques jours avant la guerre, il était condamné à un an de prison pour affiliation à l'Internationale : il se trouvait à ce moment à Bruxelles où il avait pu se réfugier à temps.

C'était sa seconde condamnation. Le 22 mai 1868, la 6^e Chambre correctionnelle, président Delesvaux, l'avait condamné déjà à trois mois de prison et 100 francs d'amende, comme membre du bureau de l'Internationale parisienne.

Cette seconde condamnation de Varlin est presque le dernier acte politique de l'Empire. Le 4 septembre rouvrit au condamné les portes de la France. Il accourt, s'engage dans la garde nationale, est de tous les mouvements qui, jusqu'à la capitulation, soulèvent le grand Paris assiégé et flévreux. Lorsqu'après l'armistice, « l'Assemblée rurale, honte de la France » se dresse contre Paris de toute la force de sa haine, la garde nationale, qui tremble pour la République, se forme en fédération, élit un

Comité central, — « barrière inexorable » contre le zèle des réacteurs. Varlin est de ce comité que la révolution du 18 mars va porter tout à l'heure à l'hôtel de ville.

Hélas ! Le Comité, qui a le pouvoir et des armes, n'ose pas s'en servir. Composé d'hommes nouveaux à deux ou trois exceptions près, il se borne à appeler les Parisiens aux élections municipales qui doteront la grande ville d'un pouvoir municipal « légitime ». Le 26 mars, Varlin est élu dans trois quartiers bien différents (le Luxembourg, Reuilly, les Batignolles). A cette date, il n'a plus que soixante jours à vivre.

Raconter ces suprêmes semaines, ce serait retracer jour à jour, toute l'histoire, tout le calvaire de la Commune. Varlin mena de front l'administration et le combat. D'abord délégué aux finances (30 mars), il fut envoyé le 6 mai à la commission de la guerre comme délégué à l'intendance. On sait qu'il fut de la minorité communaliste, de ceux qui, socialistes de principes, voyaient avec peine la majorité de leurs collègues verbaliser au lieu d'agir, singer au lieu d'innover, de ceux qui se prononcèrent le 1^{er} mai contre l'institution d'un comité de salut public, où ils voyaient, ont-ils dit, « l'oubli des principes de réforme sérieuse et sociale d'où est sortie la Révolution communale du 18 mars, le retour dangereux ou inutile, violent ou inoffensif à un passé qui doit nous instruire sans que nous ayons à le plagier ».

Quand les fortifications furent forcées par l'armée de Versailles (le dimanche 21 mai) et que la bataille des rues commença, Varlin ne fit pas de phrases, — il ne les avait jamais beaucoup aimées — : il se rendit aux barricades, se mêlant à ceux qui ne savaient que se battre et mourir pour la République sociale. C'est la semaine sanglante aux sept journées sinistres. Le mardi 23, carrefour de la Croix-Rouge, c'est Varlin, silencieux et sombre, qui dirige la défense arrêtant quelque temps l'avance versaillaise. Mais tout est inutile. De repli en repli, les fédérés, le vendredi 26, sont acculés aux pentes de Belleville. Là se concentre l'ultime résistance ; là, les otages, malgré Varlin, sont fusillés. Le dimanche 28 un peu avant midi, tout est consommé. Pour ceux qui comme Eugène Varlin se sont identifiés avec le grand rêve qui succombe, il ne reste plus qu'à mourir.

Mais quelle mort, après quelle agonie ! Ouvrons ici Lissagaray :

Place Cadet, il fut reconnu par un prêtre qui courut chercher un officier. Le lieutenant Sicre saisit Varlin, lui lia les mains derrière le dos et l'achemina vers les Buttes où se tenait le général de Laveaucoupet. Par les rues escarpées de Montmartre, ce Varlin, qui avait risqué sa vie pour sauver les otages de la rue Haxo, fut traîné une grande heure. Sous la grêle des coups sa jeune tête méditative qui n'avait jamais eu que des pensées fraternelles, devint un hachis de chairs, l'œil pendant hors de l'orbite. Quand il arriva rue des Rosiers, à l'état-major, il ne marchait plus, on le portait. On l'assit pour le fusiller. Les soldats

crevèrent son cadavre à coup de crosse. Sicre vola sa montre et s'en fit une parure.

Si Marx, en termes magnifiques, a pu glorifier la Commune de Paris « comme l'avant-courrier d'une société nouvelle », s'il a pu dire que la mémoire de ses martyrs trouverait un indestructible sanctuaire « dans le grand cœur de la classe ouvrière », — dites, ne pensez-vous pas que c'est parce que, dans la Commune, il y avait beaucoup de prolétaires comme Eugène Varlin, l'ouvrier relieur ?

Amédée DUNOIS.



LE 18 MARS

...Toute la Révolution du dix-huit mars est dans ce fait : la bourgeoisie, toutes les fractions de la bourgeoisie chassées du gouvernement, le gouvernement pris en main par le prolétariat parisien.

Peu importe l'usage qu'ont pu faire de ce pouvoir, dans des circonstances exceptionnellement difficiles, les travailleurs non préparés, n'ayant ni but ni méthode.

Peu importe qu'imbus des idées bourgeoises sur la propriété ils aient organisé eux-mêmes leur défaite en « respectant » la Banque de France.

Peu importe qu'égarés par d'autres idées non moins bourgeoises, négligeant le véritable et unique ennemi : le capitalisme, pour un adversaire de fantaisie : le cléricisme, ils aient pris leurs otages dans les archevêchés et les sacristies, alors qu'ils avaient Rothschild au bout de leur mandat d'amener.

Peu importe qu'ayant à venger leurs assassinés d'avril et de mai, le fusil de leurs représailles se soit trompé de cible, perdant ses balles de désespoir dans la carcasse de « quelques obscurs jésuites », lorsque patrons et financiers traînaient par les rues à la douzaine.

Toutes ces fautes — qui ne se répèteraient plus aujourd'hui — disparaissent devant et dans cet événement qui est un avènement : la classe dépossédée matresse pendant deux mois de l'outil de toutes les transformations sociales, l'Etat.

C'est cette conquête — malheureusement provisoire — de l'Etat par les prolétaires de Paris que nous fêtons et que fête avec nous le prolétariat du monde entier, internationalement d'accord pour placer dans l'expropriation politique de la classe politique le secret et l'instrument de son expropriation économique.

Jules GUESDE.

La "Grande Commune"

L'anniversaire de la Commune nous reporte bien au delà d'un demi-siècle, tellement la Commune de 1871 demeure associée, dans l'esprit et dans l'histoire, à la première Commune, à la « grande Commune » animatrice de la Révolution... Si, au pied du vieux Mur, dans l'exhalaison renaissante des fleurs, pouvaient reflleurir les âmes de nos fédérés, nul doute que ce rapprochement les laisserait satisfaites. La filiation des deux Communes était revendiquée avec orgueil par les fusillés du Père-Lachaise et de Montparnasse. Qu'une certaine naïveté dans l'interprétation de l'histoire ait engendré en eux bien du romantisme révolutionnaire, c'est hors de doute. Avouons toutefois que « la filiation », à maints égards, nous paraît légitime. L'immense bouleversement oriental, la grande Commune russe, donne d'ailleurs à l'histoire de la grande Commune française un relief saisissant et instructif.

La Dictature de la Commune

L'histoire de la première Commune de Paris, c'est l'histoire de la Révolution. Mieux : c'est l'histoire des victoires de la Révolution, emportées et affirmées par la dictature de Paris. *Toute l'histoire des conquêtes démocratiques ou sociales de notre Révolution est celle des victoires d'une minorité révolutionnaire sur les Assemblées nationales.* Dans la plupart des cas, la Commune de Paris fut l'âme de cette minorité.

Certes, nos bons Constituants bourgeois, animés d'ailleurs d'un solide esprit de classe, eussent été bien troublés si quelque prophète clairvoyant leur eût annoncé comment allait évoluer une révolution qui s'annonçait anticentralisatrice, pacifique et libérale. Aucun d'eux ne prévoyait la contradiction transitoire, douloureuse et nécessaire entre le but démocratique et les moyens dictatoriaux.

Les Premières Victoires

Paris trouva, en juillet 1789, dans les rouages électoraux imposés pour la désignation des députés aux Etats Généraux, les organes du Gouvernement provisoire de la Commune. A la base, soixante districts ; au-dessus des districts, l'assemblée des électeurs.

L'influence populaire se fait directement et fortement sentir dans les districts ; chacun d'eux s'organise lui-même. Ils font eux-mêmes leurs règlements, nomment eux-mêmes les citoyens chargés de veiller à leur application. Toute fonction est élective. Pour se concerter entre eux, pour se transmettre leurs résolutions, leurs projets, leurs

impressions, un bureau central de correspondance est créé où se réunissent les délégués des districts.

Chacun de ces districts a un trésorier des pauvres.

C'est de cette première Commune provisoire, émanation spontanée des masses, que vont partir les initiatives révolutionnaires, seules capables de réaliser et de maintenir les grandes conquêtes du nouveau régime.

On n'attend pas de nous un historique des plus connus, et notamment du rôle de la Commune dans les journées de juillet 1789. C'est cependant à l'exemple de Paris, « municipalisant » la capitale, que la France se « municipalise » à son tour : dans de nombreux villages, les paysans créent des Comités permanents, des Conseils, des Conseils permanents, qui prennent en main le pouvoir local, et dans lesquels on peut voir — c'est l'opinion de M. Aulard lui-même — autant de « Soviets » avant la lettre.

Contrairement à ce que l'on a cru jusqu'ici, les premiers empiètements de la Commune de Paris sur le pouvoir national représenté par l'Assemblée, remontent aux premiers mois de la Révolution.

C'est « au moment où l'on manquait de pain, où l'on se croyait entouré de traitres et de trahison », que la Commune prit la décision de créer un Comité de haute police révolutionnaire sous le nom de « Comité des Recherches ». Concurrence redoutable pour le pouvoir national, pour l'Assemblée, qui, elle aussi, a son Comité des Recherches. Le Comité illégal de la Commune a vite fait de le supplanter. En dehors de lui, contre lui, il fait arrêter les contre-révolutionnaires de marque, instruit leurs procès, les livre à la justice régulière — qui les acquitte. Il institue (déjà !) des procès d'opinion, enquête (déjà !) de sa propre autorité, lui, simple Comité municipal, sur des menées contre la sûreté de l'Etat. D'anciens ministres du roi sont durement malmenés. « Nous sommes en temps de guerre », déclare textuellement un de ses membres. « L'impartialité n'est pas un de nos devoirs. » Son action s'étend jusqu'en province. Sur son ordre, des suspects sont arrêtés en Haute-Vienne. Il en résulte une utile et anodine Terreur : « Nous ne pouvons rien faire, avoue une aristocratique correspondance. On craint trop ces Comités des Recherches de Paris ».

Ainsi, pendant quatorze mois, la municipalité révolutionnaire parisienne, en dépit des saints prin-

cipes de la liberté individuelle et de la démocratie, exerce de graves empiètements sur le pouvoir national — pour le plus grand bien de la démocratie. Ce n'est là qu'un essai, un précédent. Forte de cet apprentissage encourageant, elle ne tardera guère à faire plus grand, et mieux.

La Commune fait la République

Dix-huit mois après. La Révolution est en guerre avec l'Europe monarchique. Le roi trahit. La Constitution démocratique et décentralisatrice de 1791 est toujours en vigueur. Nos bons constituants n'ont-ils pas eu l'intention de réaliser la démocratie par la démocratie ?... Le peuple, instinctivement, sent le danger. La Commune va agir.

Après une première tentative malheureuse, loin de se laisser abattre, elle forme un Comité insurrectionnel secret. Elle est soutenue par la sympathie ardente des sections. Il lui faut, une fois de plus, se dresser contre le pouvoir national : mais, aujourd'hui, c'est pour briser définitivement la monarchie.

On sait les détails de la journée ou plutôt de la matinée du 10 août. La nuit avait été étouffante. A minuit moins le quart, la grosse cloche des Cordeliers tinta lourdement. Celles de six églises lui répondirent en quelques minutes.

Le sort en était jeté. Une Commune insurrectionnelle s'installe à l'Hôtel de Ville et casse la Commune légale : « Lorsque le peuple se met en état d'insurrection, disait l'arrêt populaire, il retire tous les pouvoirs pour les reprendre ».

Le lendemain matin, la Commune révolutionnaire triomphait du roi et de l'Assemblée. Elle changeait, de sa propre autorité, l'internement du roi au Luxembourg en emprisonnement au Temple ; elle ordonnait des perquisitions, arrêtait et exécutait les contre-révolutionnaires. *Elle était, pendant six semaines, le véritable gouvernement de la France.*

« Une poignée de meneurs peut ainsi faire la loi à 20 millions d'hommes », constate avec mélancolie M. Louis Madelin, qui ne manque ni d'érudition ni de sens historique. *A cette période de dictature correspondent deux grandes conquêtes démocratiques : l'une politique, l'autre sociale : le suffrage universel est institué ; les paysans marquent un progrès sensible dans leur lutte pour l'affranchissement de la terre.*

...et brise le Pouvoir National et Légal

Voilà une nouvelle Assemblée nationale constituée : la Convention. A regret et pour un temps, la Commune abdique ses pouvoirs. Entre l'Assemblée élue au suffrage universel et la minorité révolutionnaire de Paris, le conflit ne va pas tarder à se rallumer. La majorité de l'Assemblée pen-

chait nettement à droite. Les élections auxquelles participèrent 700.000 votants sur 7 millions d'inscrits, avaient pourtant été « faites » par les Jacobins et la Commune. Mais la scission ne s'était pas encore produite dans les Sociétés populaires entre modérés et radicaux, si bien qu'un grand nombre de leurs élus allèrent siéger, à droite sur les bancs modérés de la Gironde, ou au centre, dans la troupe sans cadres du Marais. On sait sur quelle question essentielle la lutte va s'engager entre la majorité girondine et la minorité de gauche de l'Assemblée : la première, s'appuyant sur la majorité désignée par le suffrage universel, ne veut à aucun prix de la dictature de Paris ; la seconde en arrive bientôt à ne concevoir le salut du régime que par la dictature révolutionnaire : elle dispose, non seulement à Paris, mais dans les départements, des minorités ardentes, prêtes à la bataille et à la mort.

Au bout de quelques mois, le conflit entra dans une phase aiguë. Une guerre en règle éclata entre la majorité de la Convention et la Commune, d'accord avec la gauche de l'Assemblée et les Jacobins. Un coup de force était imminent de la part de l'un ou de l'autre des deux partis. Une fois de plus, Paris prévint le coup et sauva la Révolution.

A l'appel des commissaires des sections, au son du tocsin, Paris révolutionnaire se lève contre l'Assemblée. On jure de maintenir « la sainte liberté, la sainte égalité », de « vivre avec ses frères dans l'union républicaine ». La poste est investie, les courriers arrêtés, les lettres saisies et décachetées. L'insurrection, maîtresse de Paris, va forcer la Convention à capituler. Ce drame dure trois jours. *Le 2 juin 1793, la Convention, bloquée par 80.000 sectionnaires, satisfait à toutes les demandes de la Commune qu'appuie l'immense autorité morale des Jacobins. La majorité parlementaire livre ses chefs, vote leur arrestation. C'en est fait de sa liberté politique. Une minorité révolutionnaire a triomphé du suffrage universel.*

On sait la fin de la grandiose expérience. On sait quelles intrigues amenèrent, au 9 thermidor, la chute prématurée du régime dictatorial qui avait maintenu et sauvé les conquêtes populaires. De même que toutes les victoires de la Commune sur la majorité des Assemblées nationales avaient marqué un progrès démocratique, de même la victoire, en thermidor, de la majorité parlementaire sur la Commune marqua la défaite de la démocratie. C'en fut fini du régime de dictature, ou plutôt ce fut la dictature de la bourgeoisie conservatrice qui commença. Il en alla ainsi pendant quelques années. Après quoi surgit, avec le Consulat, une dictature aussi impérieuse que celle de 93 : mais c'était la dictature de la contre-révolution.

C.-E. LABROUSSE.

La Commune de Paris

Ces quelques pages d'Engels sont extraites de l'introduction écrite en 1891 par le grand communiste allemand pour la Guerre Civile en France (la Commune de Paris) de Karl Marx.

L'Empire s'écroula comme un château de cartes, la République fut de nouveau proclamée. Mais l'ennemi se tenait aux portes : les armées impériales étaient ou enfermées sans espoir dans Metz ou prisonnières en Allemagne. Dans cette situation critique, le peuple permit aux députés de Paris de se proclamer « gouvernement de défense nationale ». Il le permit d'autant plus que déjà, en vue de la résistance, tous les Parisiens capables de porter les armes étaient entrés dans la garde nationale et s'étaient armés ; et les ouvriers, naturellement, formaient le gros de la garde. Mais l'antagonisme entre le gouvernement où il n'y avait, ou presque, que des bourgeois, et le prolétariat en armes, éclata aussitôt. Le 31 octobre, les bataillons ouvriers envahirent l'Hôtel de Ville et firent prisonniers une partie des membres du gouvernement ; ceux-ci ne durent d'être relâchés qu'à la trahison, au parjure et à l'intervention de quelques bataillons bourgeois : et comme on ne voulait pas, dans une ville assiégée par une armée étrangère, déchaîner encore la guerre civile, le gouvernement resta au pouvoir.

Enfin, le 28 janvier 1871, Paris, affamé, capitulait, mais avec des honneurs jusque-là inconnus dans l'histoire de la guerre ! Les forts furent abandonnés, les remparts dégarnis, les armes de la ligne et de la garde mobile livrées, la garde elle-même considérée comme prisonnière de guerre. Seule la garde nationale conserva ses armes et ses canons et ne signa qu'un armistice avec les vainqueurs. Et ceux-ci n'osèrent pas faire dans Paris leur entrée triomphale ! Ils ne se risquèrent à occuper qu'un petit coin de Paris, des parcs publics, et encore par place et pour quelques jours ! Et pendant ces deux jours, eux qui avaient 131 jours durant cerné Paris, furent cernés par les travailleurs parisiens en armes, qui veillaient soigneusement à ce qu'aucun « Prussien » ne dépassât les étroites limites du coin abandonné à l'envahisseur étranger. Tant était grand le respect que les ouvriers parisiens inspiraient à cette armée devant laquelle toutes les troupes impériales avaient mis bas les armes ! Et les « Junkers » (1) prussiens, qui étaient venus pour assouvir leur vengeance sur le foyer de la Révolution, devaient s'arrêter respectueusement, et saluer, devant cette même Révolution armée !

Pendant la guerre, les ouvriers parisiens s'étaient bornés à réclamer une énergique continuation de la lutte. Maintenant que Paris avait capitulé et que l'on parlait de signer la paix, Thiers, le nouveau chef du gouvernement, ne voyait plus qu'une chose : c'est que la domination des classes possédantes — gros propriétaires fonciers et capi-

(1) Mot allemand, qui signifie « hobereau ».

talistes — serait menacée tant que les ouvriers parisiens resteraient en armes. Les désarmer fut son premier souci. Le 18 mars, il envoya des troupes de ligne avec l'ordre d'enlever l'artillerie qui appartenait à la garde nationale : ces canons avaient été fabriqués pendant le siège aux frais d'une souscription publique. La tentative échoua. Paris se souleva comme un seul homme, et la guerre entre Paris et le gouvernement, siégeant à Versailles, fut déclarée. Le 26 mars, la Commune est élue : le 28, elle est proclamée. Le Comité central de la garde nationale, dont le gouvernement avait eu la direction, remit ses pouvoirs entre les mains de la Commune, après avoir proclamé l'abolition de la scandaleuse « police des mœurs ». Le 30, la Commune supprima la conscription et l'armée permanente, et reconnut la garde nationale, dont tous les citoyens valides devaient faire partie, pour la seule force armée ; elle remit tous les loyers d'octobre 1870 jusqu'en avril, en portant en compte les termes déjà échus pour l'échéance prochaine, et suspendit la vente de tous les objets engagés au Mont-de-Piété. Le même jour, les étrangers, élus dans la Commune, furent maintenus dans leurs fonctions, « le drapeau de la Commune étant le drapeau de la République universelle ». Le 1^{er} avril, on décida que le plus haut traitement des fonctionnaires de la Commune, partant aussi de ses membres, ne dépasserait pas 6.000 francs. Le lendemain, on décida la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la suppression de tout budget des cultes, la nationalisation des biens du clergé ; le 8 avril, on décida de bannir des écoles tous les symboles religieux, images, dogmes, prières, bref, « tout ce qui relève de la conscience individuelle de chacun » ; et cette décision reçut peu à peu son exécution ; le 5, comme les troupes de Versailles fusillaient journellement les combattants de la Commune faits prisonniers, un décret concernant l'arrestation des otages parut, mais ne fut jamais exécuté ; le 6, le 137^e bataillon de la garde nationale alla chercher la guillotine, qui fut solennellement brûlée au milieu de la joie populaire ; le 12, la Commune ordonna, comme étant le symbole du chauvinisme et de la haine des peuples, le renversement de la colonne que Napoléon avait fait élever sur la place Vendôme avec les canons pris sur l'ennemi dans la campagne de 1809, et ce décret fut exécuté le 16 mai : le 16 avril, la Commune ordonna un recensement statistique des fabriques abandonnées par les fabricants et l'élaboration de plans pour donner l'entreprise de ces fabriques à des associations ouvrières coopératives et réunir ces associations en une confédération ; le 20, elle abolit le travail de nuit des ouvriers boulangers et les bureaux de placement, monopolisés depuis le second Empire par des individus choisis par la police et exploités de premier ordre : l'office de ces bureaux fut remis aux mairies des vingt arrondissements de Paris. — Le 30 avril, elle ordonna la suppression des maisons de prêt, qui constituaient une exploitation privée

des travailleurs et étaient en contradiction avec le droit des ouvriers aux instruments de travail et au crédit. Le 5 mai, elle fit raser la chapelle expiatoire élevée en expiation de la mort de Louis XVI.

Ainsi, à partir du 18 mars, avec une clarté accrue, apparut le caractère de classe du mouvement de la Commune, que la lutte contre l'invasion étrangère avait jusque-là dissimulé. Comme il n'y avait dans la Commune que des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière, ses décrets furent marqués nettement du sceau prolétarien. Son œuvre consiste, en effet, ou en réformes que la bourgeoisie républicaine, par lâcheté, avait abandonnées, et qui étaient, pour le libre essort du prolétariat, une base nécessaire, comme, par exemple, les mesures s'inspirant de ce principe, que la religion est *chose privée*, ou en réformes qui intéressaient directement la classe ouvrière, et, *par endroits, taillaient profondément dans le vieil ordre social*. Seulement, dans une ville assiégée, cette œuvre ne pouvait avoir tout au plus qu'un commencement de réalisation. Et, dès les premiers jours de mai, les troupes de Versailles grossissant sans cesse, le travail de la défense absorba toutes les forces.

Le 7 avril, les Versaillais s'étaient emparés du pont de Neuilly, à l'ouest de Paris ; par contre, le 11, ils furent repoussés du sud, avec pertes, par le général Eudes. Paris fut bombardé sans relâche, et cela, par les mêmes gens qui avaient stigmatisé le bombardement des Prussiens de sacrilège ; et ces mêmes gens mendiaient maintenant auprès du gouvernement prussien le rapatriement des soldats français faits prisonniers à Sedan et à Metz, pour pouvoir reconquérir Paris ! Ces troupes vinrent, au commencement de mai, donner aux Versaillais un surcroît considérable de forces. Il y parut, à la manière dont Thiers interrompit les négociations pour l'échange des otages, la Commune offrant l'archevêque de Paris et d'autres prêtres contre le seul Blanqui, élu deux fois dans la Commune, mais retenu à Clairvaux ; il y parut surtout au changement de ton du langage de Thiers : jusque-là équivoque et contenu, il se fit soudain provocant, menaçant, brutal. Au sud, les Versaillais s'emparèrent le 3 mai de la redoute du Moulin Saquet ; le 9, du fort d'Issy mis en ruines ; le 14, du fort de Vanves. A l'ouest, ils s'avancèrent lentement, en nombre, s'emparant des villages et des bâtiments contigus aux fortifications, s'avancant même jusqu'au rempart ; le 21, ils réussirent, grâce à la trahison et à la négligence du poste, à pénétrer dans Paris. Les Prussiens, qui occupaient les forts du nord et de l'est, laissèrent les Versaillais s'avancer sur le terrain que l'armistice leur avait réservé au nord de Paris et leur permirent ainsi de s'étendre sur un large front et d'attaquer là où les Parisiens se croyaient couverts par l'armistice et où, en conséquence, ils n'avaient fait que faible garde. Aussi, dans la moitié ouest de Paris, dans la ville de luxe, il n'y eut que peu de résistance. Où elle se fit plus ardente et plus acharnée, c'est quand les troupes d'envahissement s'approchèrent de la moitié est, des quartiers ouvriers. Ce ne fut qu'après huit jours de combat que les derniers défenseurs de la Commune succombèrent sur les hauteurs de Belleville et de Ménilmontant ;

et le massacre des hommes désarmés, des femmes et des enfants, auquel les Versaillais, avec une rage croissante, s'étaient livrés pendant toute la semaine, atteignit alors son apogée. Le fusil ne tuait plus assez vite ; c'est par centaines que les vaincus furent couchés bas par les mitrailleuses. Le « Mur des Fédérés » existe encore aujourd'hui, au cimetière du Père-Lachaise, là où le dernier massacre s'accomplit, témoin, à la fois muet et éloquent, de la barbarie dont la bourgeoisie est capable dès que le prolétariat ose revendiquer ses droits. Puis, lorsque l'on vit que massacrer tout le monde était impossible, vinrent les arrestations en masse, la fusillade des victimes de guerre, choisies arbitrairement dans le tas des prisonniers, et l'incarcération des autres dans des dépôts, en attendant leur comparution devant les conseils de guerre. Les troupes prussiennes, qui campaient au nord de Paris, avaient l'ordre de ne laisser passer aucun fugitif ; pourtant, les officiers fermèrent souvent les yeux, quand les soldats écoutèrent la voix de l'humanité plus que leur consigne, et en particulier il faut rendre cette gloire au corps d'armée saxon qu'il se conduisit avec beaucoup d'humanité et laissa passer maints fugitifs dont la qualité de communards n'était pas douteuse.

*
**

Les membres de la Commune se partageaient en une majorité de blanquistes, qui avaient déjà dominé dans le Comité central, et une minorité de proudhoniens, membres de l'Association internationale des travailleurs. Les blanquistes n'étaient alors socialistes, à ne considérer que la grande masse, que par instinct révolutionnaire et prolétarien ; un petit nombre seulement d'entre eux étaient parvenus, grâce à Vaillant qui connaissait le socialisme scientifique allemand, à une plus grande précision théorique. Ainsi s'explique qu'au point de vue économique, la Commune ait négligé mainte mesure que, selon notre conception actuelle, elle aurait dû prendre. On comprend surtout, entre autres, le saint respect avec lequel elle n'osa pas toucher à la Banque de France. Ce fut une lourde faute politique. La Banque aux mains de la Commune, cela valait mieux que dix mille otages. Mais le plus surprenant encore, c'est que, malgré tout, cette Commune, ainsi composée de blanquistes et de proudhoniens, ne laissa pas de faire beaucoup de bonnes choses. Il va sans dire que la responsabilité de tous les décrets concernant l'économie — bons et mauvais — revient surtout aux proudhoniens, comme la responsabilité des actes politiques — positifs et négatifs — aux blanquistes. Or, dans les deux cas — ô ironie de l'histoire — il arriva ce qui arrive toujours quand des doctrines sont portées au pouvoir : les uns comme les autres firent le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine propre.

Proudhon, le socialiste des petits paysans et des petits bourgeois, haïssait l'association d'une haine cordiale. Selon lui, elle présentait plus d'inconvénients que d'avantages : elle était par nature inféconde, voire nuisible, constituant une chaîne pour la liberté du travailleur ; dogme pur, improductif et encombrant, en opposition autant avec la liberté du travailleur qu'avec l'épargne du travail,

ses avantages restaient toujours en arrière de ses inconvénients, et la concurrence, la division du travail, la propriété privée étaient des ressorts économiques plus puissants qu'elle. L'association ouvrière ne pouvait convenir que dans des cas exceptionnels, — ce sont les expressions de Proudhon — comme la grande industrie et les grandes entreprises, par exemple les chemins de fer. (V. *Idee générale de la Révolution*, 3^e étude.)

Et pourtant, même à Paris, ce centre des industries d'art, la grande industrie avait déjà, en 1871, tellement cessé d'être l'exception, que le plus important décret de la Commune eut pour objet une organisation de la grande industrie et même de la manufacture, qui non seulement devait reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais devait réunir toutes les associations ouvrières en une grande confédération, bref, une organisation qui, comme Marx le dit très justement dans la *Guerre civile*, devait finalement conduire au communisme et par conséquent à quelque chose de directement opposé au proudhonisme. C'est ainsi que la Commune fut le tombeau de l'école socialiste proudhonienne. Elle n'a plus aujourd'hui d'adhérents parmi les travailleurs français, et la théorie marxiste est admise sans conteste aussi bien par les « possibilistes » que par les « marxistes ». *On ne rencontre plus de proudhoniens que parmi les radicaux.*

Les blanquistes ne furent pas plus heureux. Elevés à l'école de la conjuration, maintenus par la discipline qui est propre à leur parti, ils portaient de cette idée qu'une minorité d'hommes résolus, bien organisés, était en état, si les circonstances étaient propices, non seulement de s'emparer du pouvoir, mais aussi, en déployant une énergie puissante et hardie, de le conserver assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la Révolution et à la grouper autour de la petite minorité directrice. Pour cela, il fallait avant tout la centralisation la plus rigoureuse et dictatoriale de tout le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement révolutionnaire. Or, que fit la Commune, où se trouvait pourtant une majorité de blanquistes ? Dans toutes ses proclamations aux Français de la province, elle les engagea à se constituer en une libre Fédération de toutes les Communes de France, en une organisation qui, pour la première fois, devait être réellement créée par la nation elle-même. Et l'armée, la police, la bureaucratie, ces instruments d'oppression dont tous les gouvernements jusque-là s'étaient servis, que Napoléon, en 1879, avait créés et que depuis chaque gouvernement nouveau avait recueillis comme de précieux instruments de domination, que voulait en faire la Commune ? Mais précisément les détruire partout comme ils l'étaient déjà à Paris !

La Commune dut aussitôt reconnaître que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait se servir de l'ancienne machine gouvernementale, et que, pour ne pas retomber sous le joug de nouveaux maîtres, elle devait abolir tout le système d'oppression qui, jusque-là, n'avait fonctionné que contre elle, et prendre ses précautions contre ses propres subordonnés et ses propres fonctionnaires, en les déclarant, sans exception et en tout

temps, amovibles. En quoi, en effet, a jusqu'ici consisté essentiellement l'Etat ? A l'origine, par une simple division de travail, la société s'est donné, pour régler ses intérêts généraux, des organes sociaux. Mais ces organes, se trouvant à la tête de la société, mirent, avec le temps, la puissance publique au service de leurs propres intérêts, et de serviteurs de la société en devinrent les maîtres. Et cela est vrai non seulement de la monarchie héréditaire, mais de la république démocratique : nulle part les « politiciens » ne forment un clan séparé et plus puissant dans la nation qu'en Amérique. Là, chacun des deux grands partis, à qui tour à tour revient l'hégémonie, est dirigé lui-même par des gens qui font de la politique une affaire, spéculent sur un siège aux assemblées fédérales comme aux assemblées d'Etats, qui vivent de l'agitation pour leur parti et sont récompensés de sa victoire par des places. On sait combien les Américains cherchent depuis trente ans à secouer le joug devenu insupportable, de ces politiciens, et combien, malgré tout, ils s'embourbent toujours plus profondément dans le marécage de la corruption. C'est donc en Amérique que nous pouvons le mieux voir combien l'indépendance de l'Etat vis-à-vis de la société devient funeste à celle-ci, au service de laquelle pourtant il fut créé à l'origine. Là, en effet, n'existe ni dynastie, ni noblesse, ni armée permanente (en dehors « d'une poignée de soldats » pour contenir les Indiens), ni bureaucratie, avec postes fixes et droit à la retraite. Et pourtant, nous avons là deux grandes coteries de politiciens spéculateurs, qui s'emparent à tour de rôle de l'Etat et le mettent, par les moyens les plus bas et pour les fins les plus éhontées, en coupes réglées, et la nation reste impuissante devant ces deux grands « cartels » de politiciens qui, soi-disant, sont ses serviteurs et qui, en réalité, sont ses maîtres et ses exploitateurs.

Pour éviter cette transformation — jusque-là inévitable dans tous les régimes — de l'Etat, de serviteur en maître de la société, la Commune employa deux moyens infaillibles. D'abord, elle soumit toutes les places dans l'administration, la justice et l'enseignement au choix, par élection au suffrage universel, des intéressés. En second lieu, elle ne rétribua ces services, supérieurs comme inférieurs, que par un salaire égal à celui que reçoivent les autres travailleurs. Le plus haut traitement, fixé par elle, était de 6.000 francs. Un frein était mis ainsi à la chasse aux places et à l'*arrivisme*, sans compter le mandat impératif qui, par-dessus le marché, était imposé aux délégués aux assemblées représentatives.

Cette abolition de l'Etat, tel qu'il a été jusqu'ici, et son remplacement par une nouvelle organisation vraiment démocratique, c'est ce qui est décrit avec profondeur dans le 3^e chapitre de la *Guerre civile*. Mais il était nécessaire d'appuyer encore ici brièvement sur quelques traits, parce qu'en Allemagne la superstition étatiste a passé de la philosophie dans la conscience de toute la bourgeoisie et même de beaucoup d'ouvriers. D'après la philosophie, l'Etat c'est « la réalisation de l'Idee », c'est, en langage philosophique, le règne de Dieu sur la terre, le domaine où la vérité éternelle et la justice éternelle se réalisent ou doivent

se réaliser. De là ce respect superstitieux de l'Etat et de tout ce qui touche à l'Etat, respect qui s'installe d'autant plus facilement dans les esprits que l'on est habitué depuis le berceau à s'imaginer que les affaires et les intérêts généraux de la société tout entière ne sauraient être réglés autrement qu'on ne l'a fait jusqu'ici, c'est-à-dire par l'Etat et ses sous-ordres dûment installés en fonction. Et l'on croit avoir déjà fait un progrès tout à fait hardi si l'on s'est affranchi de la croyance en la monarchie héréditaire pour jurer en la République démocratique. Mais, en réalité, l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre, et cela tout autant dans une République démocratique que dans une monarchie ; et le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'il est un fléau, dont le prolétariat hérite dans sa lutte pour arriver à sa domination de classe, mais dont il devra, comme a fait la Commune, et dans la mesure du possible, atténuer les plus fâcheux effets, jusqu'au jour où une génération, élevée dans une société nouvelle d'hommes libres et égaux, pourra se débarrasser de tout fatras gouvernemental.

Le philistin allemand entre toujours dans une sainte terreur, au mot : dictature du prolétariat. Voulez-vous savoir, messieurs, ce que veut dire cette dictature ? Regardez la Commune de Paris. Voilà la dictature du prolétariat.

(Londres, le 20^e anniversaire de la Commune, 18 mars 1891.)

Fr. ENGELS.

(Traduit par Ed. Berth.)

Les signatures ci-dessus figurent au bas d'une adresse envoyée de Londres par un certain nombre de réfugiés (presque tous blanquistes) à la sœur de Théophile Ferré, fusillé à Satory.

La Commune et le Prolétariat

C'est un fait étrange : malgré toutes les grandes phrases, malgré l'immense littérature consacrées, depuis soixante ans, à l'émancipation du travail, dès que les travailleurs eux-mêmes se risquent, pour de bon, à aborder ce sujet, on voit aussitôt se soulever contre eux la phraséologie optimiste des intarissables défenseurs de la société actuelle avec ses deux pôles opposés : capital — salariat asservi (le propriétaire foncier n'étant aujourd'hui que l'associé commanditaire du capitaliste) ; comme si la société capitaliste était toujours dans l'état le plus pur de l'innocence virginale ; comme si les antagonismes qu'elle recéléait ne s'étaient pas encore développés ; comme si ses fraudes n'avaient pas été condamnées, ni ses réalités abominables mises à nu. « La Commune, s'écrie-t-on, veut abolir la propriété, base de toute civilisation ! » Oui, Messieurs, la Commune se proposait d'abolir cette propriété de classe qui crée, avec le travail du plus grand nombre, la richesse du plus petit. Elle visait à exproprier les expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une vérité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, qui servent aujourd'hui surtout à asservir et à exploiter le travail, en de simples instruments du travail libre et associé. Mais c'est du communisme, du communisme impossible ! Pourquoi donc cela ? Les membres des classes dominantes qui possèdent assez d'intelligence pour voir l'impossibilité de perpétuer le système actuel, — et ils sont nombreux, — sont devenus des apôtres zélés de la production coopérative ; ils en ont plein la bouche. Or, si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et un piège ; si elle doit remplacer le système capitaliste ; si des sociétés coopératives doivent régler la production nationale sur un plan commun, en la plaçant sous leur propre contrôle, et en mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont les conséquences inévitables de la production capitaliste, que sera-ce donc, Messieurs, si ce n'est le communisme, le communisme possible ?

Les travailleurs n'espéraient pas des miracles de la Commune. Ils n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Ils savent bien que pour réaliser leur propre émancipation, et en même temps la forme plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, ils auront à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeront les circonstances et les hommes. Ils n'ont pas à réaliser un idéal, mais à dégager les éléments de la nouvelle société que la vieille société bourgeoise elle-même porte en ses flancs. Dans la conscience pleine et entière de leur mission historique, et avec la résolution héroïque de l'accomplir, les travailleurs peuvent se rire des grossières invectives des gens de plume aux gages des gens du monde et de la protection pédantesque de bienveillants bourgeois doctrinaires, débitant leurs banalités d'ignorants et leurs billevesées de sectaires sur un ton dogmatique, comme s'ils étaient les oracles infallibles de la science.

Karl MARX.

Trois lettres de Karl Marx

Des trois lettres — ou plus exactement fragments de lettres — qui suivent, deux ont été écrites au cours de la Commune; la dernière a été écrite un peu après. Elles montrent quelle étonnante faculté avait Marx de comprendre et d'interpréter les événements historiques au fur et à mesure de leur développement.

Londres, 12 avril 1871.

Cher Kugelmann,

.....
Hier nous avons reçu la nouvelle nullement rassurante que Lalargue (sans Laura) (1) était pour l'instant à Paris.

Relis le dernier chapitre de mon *XVIII Brumaire*. J'affirme que la Révolution en France doit avant tout tenter, non de faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains — c'est ce qui s'est toujours produit jusqu'à maintenant — mais de la briser. C'est la condition préalable de toute révolution populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. De quelle souplesse, de quelle initiative historique, de quel esprit de sacrifice font preuve ces Parisiens ! Pendant six mois la trahison, plus encore que l'ennemi, les a affamés et ruinés. Et ils se soulèvent sous les baïonnettes prussiennes comme s'il n'y avait jamais eu de guerre entre la France et l'Allemagne, comme si l'étranger n'était pas encore aux portes de Paris ! L'histoire ne présente pas d'exemple d'une semblable grandeur ! S'ils succombent, seule leur « bonhomie » en sera cause. Il fallait marcher aussitôt sur Versailles, puisque Vinoy d'abord, et ensuite les éléments réactionnaires de la garde nationale laissaient le champ libre. Par scrupule de conscience, on laissa passer le moment favorable. On ne voulait pas être les premiers à commencer la guerre civile, comme si ce *mischievous avorton* (2) de Thiers ne l'avait pas déjà fait en tentant de désarmer Paris. Deuxième faute : le Comité central se hâta trop d'abdiquer son pouvoir pour faire place à la Commune. Encore par scrupule honorable ! Quelle qu'en soit l'issue, ce soulèvement de Paris — dut-il être vaincu par les loups, les cochons et les chiens de l'ancienne société — est l'acte le plus glorieux de notre parti depuis l'insurrection de juin. Que l'on compare les Titans de Paris aux esclaves du Saint-Empire romain prusso-germanique, avec ses mascarades posthumes et ses relents de caserne et d'église, de féodalité et surtout de bourgeoisie !

Ton K. M.

(1) Paul Lalargue (qui avait épousé Laura Marx) était allé à Paris, demander à la Commune pleins pouvoirs pour organiser à Bordeaux, où il habitait alors, un soulèvement armé.

(2) Méchant avorton.

Cher Kugelmann,

.....
L'histoire serait certes facile à faire si l'on n'engageait le combat que quand les chances sont infailliblement favorables. Elle serait de nature fort mystique si les « hasards » n'y jouaient aucun rôle. Ces cas fortuits rentrent naturellement dans la marche générale de l'évolution et se trouvent compensés par d'autres cas fortuits. Mais l'accélération ou le ralentissement du mouvement dépendent beaucoup de semblables « hasards ». Parmi eux figure aussi le caractère de ses premiers chefs.

Pour cette fois, il ne faut nullement rechercher le hasard malheureux, mais décisif, dans les conditions générales de la société française, mais dans la présence des Prussiens en France et dans leur rassemblement compact autour de Paris. C'est ce que savaient bien les bourgeois canailles de Versailles. Aussi placèrent-ils les Parisiens dans l'alternative d'accepter la lutte ou de succomber sans combattre.

Dans ce dernier cas, la démoralisation de la classe ouvrière aurait été un malheur beaucoup plus grand que la mort d'un nombre quelconque de chefs. Grâce au combat livré par Paris, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et l'Etat capitaliste est entrée dans une nouvelle phase. Quelle que soit l'issue, nous avons obtenu un nouveau point de départ d'une importance historique universelle.

Adio.

K. M.

**

Londres, 18 juin 1871.

Cher Kugelmann,

Il faut que tu me pardonnes mon silence, même maintenant je n'ai le temps que de l'écrire quelques lignes.

Tu sais que, tant qu'a duré la révolution parisienne, j'ai été dénoncé comme « grand chef de l'Internationale » par les feuilles versaillaises, et « par répercussion » par les journalistes d'ici.

Et « l'Adresse » (1) que tu dois avoir reçue fait un bruit du diable et j'ai l'honneur d'être « at this moment the best calumniated and the most menaced man of London » (2). Cela fait vraiment du bien après une interminable idylle de vingt ans. La feuille gouvernementale l'*Observer* me menace de poursuites judiciaires. « Qu'ils osent ! Je me moque bien de ces canailles-là ! »

Ton Karl MARX.

(1) L'adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs sur la *Guerre civile en France*, qu'avait rédigée Karl Marx, et dont Charles Longuet a donné, en 1901, une traduction française, intitulée la *Commune de Paris*.

(2) En ce moment l'homme le plus calomnié et le plus menacé de Londres.

Proclamation de la Commune

Ci-dessous un chapitre entier de la véhémente Histoire de la Commune, de P. Lissagaray. A ce propos, quand rééditera-t-on ce livre magnifique où l'histoire se fait vengeresse comme un pamphlet ?

Elle se terminait par le triomphe de Paris, cette semaine ouverte par un coup de force contre Paris. Chaque jour l'avait avancé dans la possession de son idéal. Paris-Commune reprenait son rôle de capitale, redevenait l'initiateur national. Pour la dixième fois, depuis 89, les travailleurs replaçaient la France dans le droit chemin.

La baïonnette prussienne venait de mettre au jour notre pays tel que l'avaient fait quatre-vingts années de domination bourgeoise, un Gulliver à la merci de nains. Paris venait, coupait les milliers de fils qui le clouaient au sol, rendait la circulation à ses membres atrophiés, disait : Que chaque fragment de la nation possède en germe la vie de la nation tout entière.

L'unité de la ruche et non de la caserne. La cellule organique de la République française c'est le municipale, la commune.

Le Lazare de l'Empire, du siège, ressuscitait. Ayant arraché la tige de son cerveau, secoué ses bandelettes, il allait commencer une existence neuve, vivre de sa tête, de ses poumons, tendre une main fraternelle à toutes les communes françaises régénérées. Les désespérés du mois dernier rayonnaient d'enthousiasme. On s'abordait, sans se connaître, frères par la même volonté, la même foi, le même amour.

Le dimanche, 26 mars, est un renouveau. Paris respire, comme au sortir des ténèbres ou d'un grand danger. A Versailles, les rues sont sinistres, les gendarmes tiennent la gare, exigent brutalement des papiers, confisquent les journaux parisiens, au moindre mot de sympathie pour la Ville vous arrêtent. A Paris, on entre librement. Les rues sont vives, les cafés bruyants ; le même gamin crie le *Paris-Journal* et la *Commune* ; les attaques contre l'Hôtel-de-Ville, les protestations de quelques enfiellés, s'étalent à côté des affiches du Comité Central. Le peuple n'a plus de colère, n'ayant plus de crainte. Le bulletin a remplacé le chassepot.

Le projet Picard n'attribuait à Paris que soixante conseillers, trois par arrondissement, quelle que fût sa population : les cent cinquante mille habitants du XI^e n'étaient pas numériquement plus représentés que le XVI^e avec quarante-cinq mille. Le Comité Central avait décrété qu'il y aurait un conseiller par vingt mille habitants et par fraction de dix mille, quatre-vingt-dix en tout. Les élections devaient se faire avec les cartes électorales de février 71 et d'après le mode ordinaire ; seulement le Comité avait émis le vœu qu'à l'ave-

nir le vote nominal fût considéré comme le plus digne des principes démocratiques. Les faubourgs l'entendirent, votèrent à bulletin ouvert. Les électeurs du quartier Saint-Antoine, en colonne, bulletin au chapeau, défilèrent place de la Bastille et, dans le même ordre, allèrent aux sections.

L'adhésion, la convocation des maires firent voter les quartiers bourgeois. Les élections devenaient légales puisque les fondés de pouvoir du gouvernement les avaient consenties. Deux cent quatre vingt-sept mille votèrent, beaucoup plus relativement qu'aux élections de février. Et M. Thiers de télégraphier : « Les élections ont été désertées par les citoyens amis de l'ordre. »

Scrutin sincère d'un peuple libre. Ni police ni intrigues aux abords des salles. « Les élections se feront aujourd'hui sans liberté », télégraphia encore M. Thiers. La liberté fut tellement absolue que beaucoup d'adversaires du Comité Central furent élus, que d'autres eurent des minorités très fortes, Louis Blanc, 5.680 voix, Vautrain, 5.133, etc., qu'il n'y eut pas une seule protestation.

Les journaux modérés donnaient même des éloges à l'article de l'*Officiel* qui exposait le rôle de la future assemblée communale. « Avant tout, il lui faudra définir son mandat, délimiter ses attributions... Son œuvre première devra être la discussion et la rédaction de la charte... Ceci fait, il lui faudra aviser aux moyens de faire reconnaître et garantir par le pouvoir central ce statut de l'autonomie municipale. » Cette clarté, cette sagesse, la modération qui marquait les actes officiels finissaient par gagner les plus réfractaires. Il n'y avait que Versailles dont les imprécations ne s'abattaient pas. Le 27, M. Thiers disait à la tribune : « Non, la France ne laissera pas triompher dans son sein les misérables qui voudraient la couvrir de sang. »

Le lendemain, deux cent mille misérables vinrent à l'Hôtel-de-Ville installer leurs élus. Les bataillons, tambour battant, le drapeau surmonté du bonnet phrygien, la frange rouge au fusil, grossis de lignards, artilleurs et marins fidèles à Paris, descendirent par toutes les rues sur la place de Grève, comme les affluents d'un fleuve gigantesque. Au milieu de l'Hôtel-de-Ville, contre la porte centrale, une grande estrade est dressée. Le buste de la République, l'écharpe rouge en sautoir, rayonnant de rouges faisceaux, plane et protège. D'immenses banderolles au fronton, au beffroi, claquent, pour envoyer le salut à la France. Cent bataillons rangent devant l'Hôtel-de-Ville leurs baïonnettes que le soleil égaie. Ceux qui n'ont pu pénétrer s'allongent sur les quais, rue de Rivoli boulevard de Sébastopol. Les drapeaux groupés devant l'estrade, la plupart rouges, quelques-uns tricolores, tous cravatés de rouge, symbolisent tous l'avènement du peuple. Pendant que les bataillons

se rangent, les chants éclatent, les musiques sonnent la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*, les clairons lancent la charge, le canon de la Commune de 92 tonne sur le quai.

Le bruit s'arrête, on écoute. Les membres du Comité Central et de la Commune, l'écharpe rouge en sautoir, viennent d'apparaître sur l'estrade. Ravnier : « Le Comité Central remet ses pouvoirs à la Commune. Citoyens, j'ai le cœur trop plein de joie pour prononcer un discours. Permettez-moi seulement de glorifier le peuple de Paris pour le grand exemple qu'il vient de donner au monde. » Un membre du Comité Central, Boursier, le frère du petit tué rue Tiquetonne, en 52 : « L'enfant avait reçu deux balles dans la tête », proclament les élus. Les tambours battent au champ. Des musiques, deux cent mille voix reprennent la *Marseillaise*, ne veulent pas d'autre discours. A peine si Ravnier, dans une éclaircie, peut jeter : « Au nom du peuple, la Commune est proclamée ! »

Un seul cri répond, fait de toute la vie de deux cent mille poitrines : « Vive la Commune ! » Les képis dansent au bout des baïonnettes, les drapeaux fouettent l'air. Aux fenêtres, sur les toits, des milliers de mains agitent des mouchoirs. Les coups précipités des canons, les musiques, les clairons, les tambours, se fondent dans une formidable communion. Les cœurs sautent, les yeux brillent de larmes. Jamais, depuis la Fédération de 1790, les entrailles de Paris ne furent aussi fortement secouées ; les pires gens de lettres qui écrivirent la scène eurent un instant de foi.

Le défilé fut mené très habilement par Brunel qui sut faire entrer les bataillons du dehors brûlant d'acclamer la Commune. Devant le buste de la République, les drapeaux s'inclinaient, les officiers saluaient du sabre, les hommes élevaient leurs fusils. Les dernières files ne s'écoulèrent qu'à sept heures.

Les agents de M. Thiers revinrent, consternés : « C'est bien tout Paris ! » Le Comité Central put s'écrier dans un remerciement enthousiaste : « Aujourd'hui, Paris ouvrait à une page blanche le livre de l'histoire et y écrivait son nom puissant... Que les espions de Versailles qui rôdent autour de nous aillent dire à leurs maîtres quelles sont les vibrations qui sortent de la poitrine d'une population tout entière. Que ces espions leur rapportent l'image de ce spectacle grandiose d'un peuple reprenant sa souveraineté. »

Cet éclair eût illuminé des aveugles. Deux cent vingt-sept mille volants, deux cent mille hommes n'ayant qu'un cri, ce n'est pas un comité occulte, une poignée de factieux et de bandits comme on dit depuis dix jours. Il y a là une force immense au service d'une idée définie : l'indépendance communale. Force inappréciable à cette heure d'anémie universelle, trouvaille aussi précieuse que la boussole échappée au naufrage et qui sauve les survivants.

Heure unique, dans cette histoire. L'union de notre aurore renaît. La même flamme réchauffe les âmes, resoude la petite bourgeoisie au prolétariat, attendrit la bourgeoisie moyenne. A de tels moments on peut refondre un peuple.

Libéraux, si de bonne foi vous avez réclamé la décentralisation, républicains, si vous avez compris pourquoi Juin fit Décembre, si vous voulez le peuple de lui maître, entendez la voix nouvelle, orientez la voile à ce vent de renaissance.

Le Prussien surplombe ? — Qu'importe ! N'est-il pas plus grand de forger l'arme sous l'œil de l'ennemi ? Bourgeois, n'est-ce pas devant l'étranger que votre ancêtre, Etienne Marcel, voulut refaire la France ? Et la Convention n'a-t-elle pas manœuvré dans le souffle de la tempête ?

Que répondirent-ils ? — A mort !

Le rouge soleil des discordes civiles fait tomber les fards et les masques. Ils sont là, toujours côte à côte, comme en 1791, 1794, 1848, les monarchistes, les cléricals, les libéraux, tous poings tendus contre le peuple, même armés sous des uniformes divers. Leur décentralisation, c'est la féodalité rurale et capitaliste, leur self-government, l'exploitation du budget par eux-mêmes, comme toute la science politique de leur homme d'Etat n'est que le massacre et l'état de siège.

Que! pouvoir au monde, après tant de désastres, n'eût couvé, ménagé avaricieusement ce réservoir de forces inespérées. Eux, voyant ce Paris capable d'enfanter un monde nouveau, ce cœur gonflé du plus beau sang de la France, ils n'eurent qu'une pensée : saigner Paris.

P. LISSAGARAY.

MONSIEUR THIERS



Par ANDRE GILL

Une Page de Bakounine⁽¹⁾

Je suis un partisan de la Commune de Paris qui, pour avoir été massacrée, étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et clérical, n'en est devenue que plus vivace, plus puissante dans l'imagination et dans le cœur du prolétariat de l'Europe ; j'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée, de l'Etat.

C'est un fait historique immense que cette négation de l'Etat se soit manifestée précisément en France, qui a été jusqu'ici par excellence le pays de la centralisation politique, et que ce soit Paris, la tête et le créateur historique de cette grande civilisation française, qui en ait pris l'initiative...

La Commune de Paris a duré trop peu de temps, et elle a été trop empêchée dans son développement intérieur par la lutte mortelle qu'elle a dû soutenir contre la réaction de Versailles, pour qu'elle ait pu, je ne dis pas même appliquer, mais élaborer théoriquement son programme socialiste. D'ailleurs, il faut bien le reconnaître, la majorité des membres de la Commune n'étaient pas proprement socialistes, et s'ils se sont montrés tels, c'est qu'ils ont été invinciblement poussés par la force irrésistible des choses, par la nature de leur milieu, par les nécessités de leur position, et non par leur conviction intime. Les socialistes, à la tête desquels se place naturellement notre ami Varlin, ne formaient qu'une très infime minorité ; ils n'étaient tout au plus que quatorze ou quinze membres. Le reste était composé de jacobins. Mais entendons-nous, il y a jacobins et jacobins. Il y a les jacobins avocats et doctrinaires, comme M. Gambetta... ; et il y a les jacobins franchement révolutionnaires, les héros, les derniers représentants sincères de la foi démocratique de 1793, capables de sacrifier et leur unité et leur autorité bien-aimées aux nécessités de la révolution, plutôt que de ployer leur conscience devant l'insolence de la réaction. Ces jacobins magnanimes, à la tête desquels se place naturellement Delescluze, une grande âme et un grand caractère, veulent le triomphe de la Révolution avant tout ; et comme il n'y a point de révolution sans masses populaires, et comme ces masses ont éminemment aujourd'hui l'instinct socialiste... les jacobins de bonne foi, se laissant entraîner toujours davantage par la logique du mouvement révolutionnaire, finiront par devenir des socialistes malgré eux.

Telle fut précisément la situation des jacobins qui firent partie de la Commune de Paris. Delescluze et bien d'autres avec lui signèrent des programmes et des proclamations dont l'esprit général et les promesses étaient positivement socialistes. Mais comme, malgré toute leur bonne foi et toute leur bonne volonté, ils n'étaient que des socialistes bien plus extérieurement entraînés qu'intérieurement convaincus... ils ne purent jamais sortir des généralités, ni prendre une de ces mesures décisives qui rompraient à jamais leur solidarité et tous leurs rapports avec le monde bourgeois. Ce fut un grand malheur pour la Commune et pour eux ; ils en furent paralysés, et ils paralysèrent

(1) Extrait du Préambule pour la seconde livraison de *L'Empire knouto-germanique et la Révolution*.

la Commune ; mais on ne peut pas le leur reprocher comme une faute. Les hommes ne se transforment pas d'un jour à l'autre, et ne changent ni de nature ni d'habitudes à volonté. Ils ont prouvé leur sincérité en se faisant tuer pour la Commune. Qui osera leur en demander davantage ?

Michel BAKOUNINE.

Bebel et la Commune

C'était en pleine semaine sanglante. Bismarck s'étant permis, au Reichstag allemand, de railler les ouvriers parisiens, qui n'avaient fait la Commune, selon lui, que pour obtenir une organisation municipale calquée sur le modèle prussien, — Auguste Bebel, alors tout jeune député (il avait trente ans), monta à la tribune et prononça un discours dont Bismarck reconnut plus tard qu'il avait contribué à lui ouvrir les yeux sur l'importance redoutable du mouvement socialiste et ouvrier.

Bebel termina son discours par cette prophétie éclatante :

Soyez-en bien persuadés, tout le prolétariat européen et tout ce qui porte encore dans sa poitrine un sentiment d'indépendance et de liberté à les yeux tournés vers Paris. Et quoique, dans le moment, Paris soit écrasé, je vous rappelle que la lutte dans Paris n'est qu'un petit combat d'avant-postes, que le principal nous attend encore en Europe, et qu'avant qu'aient passé quelques dizaines d'années, le mot d'ordre du prolétarien parisien : Guerre aux châteaux, paix aux chaumières ! Mort à la misère et à l'oisiveté ! sera le cri de guerre du prolétariat européen tout entier.

Ouvrages sur la "Commune" en vente à "l'Humanité"

Louise MICHEL. — <i>La Commune</i>	Fr. 6 75
DA COSTA. — <i>La Commune vécue</i> (3 vol.)..	20 25
M. VUILLAUME. — <i>Mes Cahiers rouges au temps de la Commune</i>	7 "
X ^{***} . — <i>La Commune de Paris. Actes et documents</i> (préface de Zinoviev).....	5 "
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i>	" 60
G. BOURGIN. — <i>La Commune</i>	2 "
A. DAYOT. — <i>L'Invasion. Le Siège. La Commune</i> . 1 album (29×35) contenant plus de 1.000 gravures d'après des documents du temps	18 "
X ^{***} — <i>La Commune en images</i> . (Pochette de 20 cartes postales d'après des documents de l'époque.)	1 "

Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre.

Ferré devant ses Juges et devant la Mort

C'était un homme que ce Théophile Ferré, disciple d'Auguste Blanqui, qui fut fusillé le 28 novembre 1871 à Satory.

Le 12 juillet 1870, impliqué dans le procès de Blois sous l'inculpation de complot contre la vie de l'empereur, il s'était écrié, dès le début de son interrogatoire : « Je suis socialiste, communiste, athée. Quand je serai le plus fort, gare à vous ! » Et il apostropha le président avec une telle véhémence qu'il fut exclu de l'audience. (Il s'en tira, néanmoins, par un acquittement.)

Membre de la Commune pour le 18^e arrondissement, il fut arrêté après l'entrée des Versaillais, inculpé d'avoir fait mettre le feu au ministère des Finances et condamné à mort. Pas, un instant il ne s'était départi de sa sérénité méprisante et hautaine. Il avait refusé de prendre un défenseur, de faire assigner des témoins. A la fin des débats, il donna lecture de la page que voici :

Après la conclusion du traité de paix, conséquence de la capitulation honteuse de Paris, la République était en danger, les hommes qui avaient succédé à l'empire écroulé dans la boue et le sang se cramponnaient au pouvoir et quoiqu'accablés par le mépris public, ils préparaient dans l'ombre un coup d'Etat : ils persistaient à refuser à Paris l'élection de son Conseil municipal, les journaux honnêtes et sincères étaient supprimés, les meilleurs patriotes étaient condamnés à mort : les royalistes se préparaient au partage des restes de la France ; enfin dans la nuit du 18 mars, ils se crurent prêts et tentèrent le désarmement de la garde nationale et l'arrestation en masse des républicains ; leur tentative échoua devant l'opposition entière de Paris et l'abandon même de leurs soldats, ils furent et se réfugièrent à Versailles.

Dans Paris livré à lui-même, des citoyens énergiques et courageux essayèrent de ramener, au péril de leur vie, l'ordre et la sécurité ; au bout de quelques jours, la population était appelée au scrutin, et la Commune de Paris fut ainsi constituée. Le devoir du gouvernement de Versailles était de reconnaître la validité de ce vote et de s'aboucher avec la Commune pour ramener la concorde ; tout au contraire, et comme si la guerre étrangère n'avait pas fait assez de misères et de ruines, il y ajouta la guerre civile ; ne respirant que la haine du peuple et la vengeance, il attaqua Paris et lui fit subir un nouveau siège ; pour réussir, il se servit de tous les moyens, il fit répandre dans toute la France les calomnies les plus odieuses sur les hommes et les actes de la Commune ; il s'entoura des ennemis les plus acharnés du parti républicain, et les chefs de son armée étaient les amis particuliers de l'homme de décembre. Paris résista deux mois, il fut alors conquis, et pendant dix jours le gouvernement y autorisa le massacre des citoyens et les fusillades

sans jugement, ces journées funèbres nous reportent à celles de la Saint-Barthélemy, on a trouvé moyen de dépasser Juin et Décembre ! Jusques à quand le peuple continuera-t-il à être mitraillé ?

Membre de la Commune de Paris, je suis entre les mains de ses vainqueurs ; ils veulent ma tête, qu'ils la prennent ! Jamais je ne sauverai ma vie par la lâcheté. Libre j'ai vécu, j'entends mourir de même.

Je n'ajoute plus qu'un mot : la fortune est capricieuse, je confie à l'avenir le soin de ma mémoire et de ma vengeance.

Mardi, 22 août 1871.

« Th. FERRÉ. »

Un peu plus d'une heure avant son exécution, Ferré écrivait à sa sœur cette lettre stoïque :

« Maison d'arrêt cellulaire de Versailles, n° 6.

« Mardi 28 novembre 1871, 5 h. 30 matin.

« Ma bien chère sœur,

« Dans quelques instants je vais mourir ; au dernier moment, ton souvenir me sera présent ; je te prie de demander mon corps et de le réunir à celui de notre malheureuse mère ; si tu le peux, fais insérer dans les journaux l'heure de mon inhumation, afin que des amis puissent m'accompagner ; bien entendu, aucune cérémonie religieuse, je meurs matérialiste comme j'ai vécu.

« Porte une couronne d'immortelles sur la tombe de notre mère. Tâche de guérir mon frère et de consoler notre père ; dis-leur bien à tous deux combien je les aime,

« Je t'embrasse mille fois et te remercie des bons soins que tu n'as cessé de me prodiguer, surmonte ta douleur comme tu me l'as souvent promis ; j'en vais finir avec mes souffrances, et il n'y a pas lieu de me plaindre.

« Tout à toi.

« Ton frère dévoué,

« Th. FERRÉ. »

« Tous mes papiers, mes vêtements et autres objets doivent t'être rendus, sauf l'argent du greffe que j'abandonne aux détenus plus malheureux.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à
René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Ce que nous chantons en prison

Air : *Chant des Travailleurs*, de Pierre Dupont

I

Par les cachots, par les pontons
Où la vermine nous dévore,
Par les vingt feux de pelotons
Dont Satory résonne encore,
Par la foule en proie au bourreau,
Par les sinistres fusillades
Abattant Crémieux au Pharo
Et Delescluse aux barricades.

REFRAIN

Par le sang qui ruisselle et bout,
Par le vent qui bat notre porte,
Par tous ceux que l'exil emporte
Debout, debout, debout !
Jurons de venger notre morte !

II

Le travailleur n'a que ses doigts,
Chaque siècle en passant l'outrage
Après les nobles, les bourgeois !
Le salaire, après l'esclavage !
Juin sanglant est ressuscité :
On nous trahit à la tribune,
Et Cavaignac est comblé
Par Thiers écrasant la Commune.

Par le sang, etc.

III

Ils ont adossé des enfants
Contre les murs où l'on fusille ;
Et les voilà tout triomphants
De sauver l'ordre et la famille !
Ils ont dans des coins inconnus
Traîné nos morts sans sépulture ;
Dans le massacre ils sont venus
S'enfoncer jusqu'à la ceinture.

Par le sang, etc.

IV

C'est parce que Paris a fait
Mourir soixante-quatre otages
Qu'ils ont déchainé Gallifet :
Ceux-là, c'étaient des personnages !
Mais les trente mille damnés
Dont le ver boit les lèvres closes
N'ont droit, sous les cieux étonnés,
Qu'aux larmes de l'aube et des roses.

Par le sang, etc.

V

Quand, à la caserne Lobau,
Retentissaient les mitrailleuses,
Ils trouvaient glorieux et beau
L'horrible travail de ces gueuses,
Tous les épis furent fauchés ;
Partout la mort clamait : J'arrive !
Et les fronts se heurtaient, couchés
Dans un grand linceul de chaux vive.

Par le sang, etc.

VI

Ces jolis servants du drapeau,
Pantins dorés, soudards en carte,
Nous ont fait tenailler la peau
Par les sbires de Bonaparte,
Ils ont choisi pour nous juger
Les capitulés de la veille,
Qui soufflés par l'étranger
Gardaient le képi sur l'oreille.

Par le sang, etc.

VII

Et pourtant que demandions-nous ?
Nous voulions, comme nos ancêtres,
Ne plus tomber à deux genoux
Devant le lâche orgueil des mattres ;
Nous voulions que la royauté
Ne vint plus bâillonner nos bouches,
Et nous voulions dans la cité
Garder nos droits et nos cartouches.

Par le sang, etc.

VIII

Vous qui fûtes quand a sonné
L'heure sainte des sacrifices,
Rhéteurs au geste suranné,
Républicains de pain d'épices,
Laissez désormais par les fous
Cimenter l'œuvre politique !
La Commune vaut mieux que vous :
Elle a sauvé la République !

Par le sang, etc.

IX

Les cœurs s'ouvrent, l'aube descend
Au charnier des guerres civiles ;
L'idée a mûri dans le sang
Qui coulait au pavé des villes.
Nous saluons dans la clarté
L'innocent retour des colombes,
Et l'humaine fraternité
S'épanouira sur les tombes.

REFRAIN

Par le sang qui ruisselle et bout,
Par le vent qui bat notre porte,
Par tous ceux que l'exil emporte
Debout, debout, debout !
Nous te bénissons, pauvre morte.

Glovis HUGUES.

Prison cellulaire de Tours, Mai 1873.

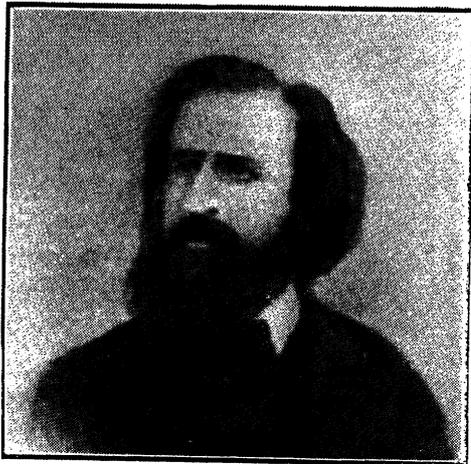


Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

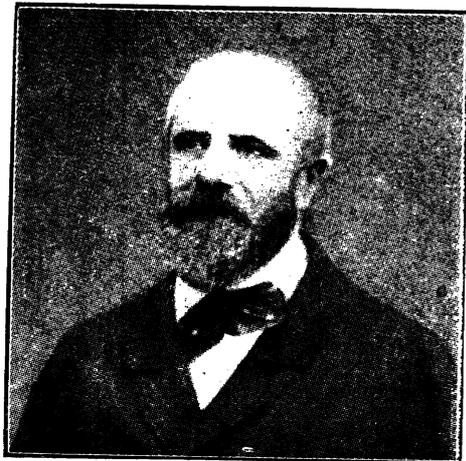
Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGEON, imprimeur.

LA COMMUNE DE PARIS



TH. FERRE (1845-1871)
*Membre de la Commune (18^e arrondissement).
 Délégué à la Société Générale.
 Fusillé à Satory*



EUGÈNE POTTIER (1816-1887)
*Membre de la Commune (2^e arrondissement).
 Auteur des Chants révolutionnaires dont la
 pièce la plus connue est l'Internationale.*



DOMBROWSKY (1838-1871)
*Prent part à l'insurrection polonaise de 1863.
 Commanda sous la Commune la pre-
 mière armée. Blessé mortellement à
 la barricade de la rue Myrrha*



TRINQUET (1835-1882)
*Membre de la Commune (2^e arrondissement).
 Condamné aux travaux forcés à perpétuité.*



LÉO FRAENCKEL (1844-1896)
*Ouvrier cordonnier, né à Budapest.
 Membre de la Commune et délégué au Travail.*



GUSTAVE FLORENS (1837-1871)
*Fils du physiologiste Florens qu'il suppléa
 dans sa chaire du Collège de France.
 Membre de la Commune. Tué à
 Chatou, le 3 avril 1871.*

LA COMMUNE DE PARIS



D'après une composition allégorique de WALTER CRANE